

**Réponse d'Enedis à la consultation publique n° 2017-005 du
4 mai 2017 relative à la rémunération des prestations de
gestion de clientèle effectuées pour le compte des
gestionnaires de réseaux de distribution de gaz naturel et
d'électricité auprès des clients en contrat unique**

9 Juin 2017

1. Principes de l'encadrement de la rémunération des fournisseurs

Question 1 :

Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle le niveau de la rémunération de la prestation doit s'appuyer sur les coûts d'un fournisseur normalement efficace, sans pouvoir excéder les coûts évités du GRD ?

Réponse 1 :

Le code de l'énergie prévoit que le tarif d'utilisation des réseaux publics d'électricité (TURPE) couvre l'ensemble des coûts supportés par les gestionnaires de réseaux, dans la mesure où ces coûts correspondent à ceux d'un gestionnaire de réseau efficace. A ce titre, la rémunération de la prestation de gestion de clientèle, qui constitue un coût pour le gestionnaire de réseau, ne doit effectivement pas excéder les coûts que le gestionnaire de réseau efficace supporterait, en l'espèce les coûts évités.

La mise en place d'une rémunération des fournisseurs par les distributeurs ne doit pas empêcher les clients de bénéficier de l'efficacité de l'organisation actuelle et notamment des synergies portées par les fournisseurs. En conséquence, la rétribution mise en place devrait être principalement établie sur la base des coûts incrémentaux des fournisseurs.

Question 2 :

Etes-vous favorable à une rémunération unique de la prestation de gestion de clientèle pour chacun des quatre marchés considérés (marché « d'affaires » et marché « de masse », en électricité et en gaz) qui correspondrait aux coûts d'un fournisseur alternatif ayant 20 % de part de marché dans une énergie ?

Réponse 2 :

Enedis est favorable à ce découpage en quatre marchés tel que proposé, simple et lisible pour les clients.

Enedis rappelle que la rémunération de référence doit correspondre aux coûts incrémentaux d'un fournisseur efficace.

Question 3 :

Que pensez-vous des niveaux envisagés par la CRE ?

Réponse 3 :

Enedis partage la rédaction de la consultation de la CRE selon laquelle « *les résultats de l'étude sur le marché de masse et sur le marché d'affaires montrent que, quelle que soit l'énergie, les coûts des fournisseurs types pour effectuer les prestations de gestion de clientèle pour le compte des GRD auprès des clients en contrat unique sont inférieurs aux coûts évités pour les GRD, à l'exception pour le marché de masse, des fournisseurs types disposant d'une part de marché inférieure à 5 % et à l'exception pour le marché d'affaires en gaz, du fournisseur type disposant d'une part de marché inférieure à 0,5 %.* » et précise que les coûts incrémentaux sont différents selon les fournisseurs en fonction de leur part de marché. Dans ces conditions, et sur la base des informations disponibles de l'étude PMP, nous considérons que la rémunération de 6,50 € constitue un plafond.

Question 4 :

La définition du périmètre « historique » telle que proposée par la CRE vous paraît-elle pertinente ? Sinon, quelle définition vous semblerait pertinente ?

Réponse 4 :

Sans réponse.

Question 5 :

Estimez-vous pertinente, à titre transitoire, la réduction de la rémunération de référence pour déterminer la rémunération des fournisseurs historiques pour les clients du périmètre « historique », telle que proposée par la CRE ?

Réponse 5 :

Sans réponse.

Question 6 :

Estimez-vous logique, en raison de la construction même des TRV, l'absence de rémunération concernant les clients aux tarifs réglementés de vente pour la période antérieure au 1er janvier 2018 ?

Réponse 6 :

Sous contrôle de la CRE, les TRV sont censés couvrir la totalité des coûts des fournisseurs y compris les coûts de commercialisation, lesquels intègrent ceux supportés pour le compte des GRD du fait des contrats uniques. L'absence de rémunération ne pose donc pas de difficultés au titre de la couverture des coûts.

Question 7 :

Etes-vous favorable à la prise en compte d'un abattement de 90 % pour la rémunération des fournisseurs pour les clients en contrat unique et en offre de marché, pour la période antérieure à la date d'entrée en vigueur de la délibération de la CRE encadrant la rémunération des fournisseurs, soit jusqu'au 1er janvier 2018 ?

Réponse 7:

Enedis prend acte que la consultation intègre la période antérieure au 1er janvier 2018.

Enedis se retrouve aujourd'hui confrontée à de nombreuses sollicitations de fournisseurs générées par l'annulation par le Conseil d'Etat de la décision implicite de rejet par la CRE de la demande de la société ENGIE datant de 2014 et par la délibération de la CRE du 12 janvier 2017.

Dans une logique de bon fonctionnement du marché et afin d'éviter une amplification de la judiciarisation de ce dossier, Enedis attend du régulateur une clarification du traitement de la période antérieure au 1^{er} janvier 2018, le cas échéant directement auprès du CoRDiS ou des autres juridictions saisies.

Cette clarification permettrait au régulateur d'expliquer les fondements du dispositif retenu ainsi que son articulation avec le dispositif issu de la délibération du 26 juillet 2012 resté en vigueur jusqu'à son abrogation par la délibération du 12 janvier 2017.

En tout état de cause, Enedis demande une couverture tarifaire de l'intégralité des coûts afférents au commissionnement fournisseur que leur origine soit réglementaire, contractuelle ou le cas échéant judiciaire et ce pour toutes les périodes, notamment celles antérieures à TURPE 5.

2. Traitement tarifaire envisagé en électricité

Question 8 :

Etes-vous favorable au traitement tarifaire proposé par la CRE en ce qui concerne l'électricité ?

Réponse 8 :

Enedis est favorable au traitement proposé par la CRE concernant le traitement tarifaire pour la période postérieure au 1er janvier 2018 dans le sens où il se veut assurer une neutralité financière pour le distributeur. Enedis attire l'attention de la CRE sur le fait que les modalités de rémunération précises des fournisseurs (échéances, portefeuilles clients...) doivent être déterminées dans la même logique afin d'assurer cette neutralité financière. Ainsi, Enedis est favorable à une modification de la composante de gestion dès le 1er janvier 2018, qui permet de garantir un impact neutre en trésorerie pour le distributeur sur l'année 2018.

Pour la période antérieure au 1er janvier 2018, Enedis rappelle que la couverture tarifaire doit porter sur l'ensemble des charges liées au commissionnement fournisseurs, quelle que soit leur origine.

3. Traitement tarifaire envisagé en gaz

Question 9 :

Etes-vous favorable à la prise en compte du niveau moyen de rémunération des fournisseurs dans la part abonnement du tarif ATRD ?

Réponse 9 :

Sans réponse

Question 10 :

Etes-vous favorable à l'intégration dans le périmètre du CRCP de la différence entre les charges liées à la rémunération des fournisseurs pour la période postérieure au 1er janvier 2018 et l'augmentation des recettes tarifaires liées à l'augmentation de la part abonnement du tarif ATRD5 ?

Réponse 10 :

Sans réponse

Question 11 :

Etes-vous favorable à la prise en compte des charges passées relatives à la rémunération des fournisseurs pour les prestations qu'ils effectuent pour le compte de GRDF auprès des clients en contrat unique, dans les conditions proposées par la CRE ?

Réponse 11 :

Sans réponse

4. Les autres GRD de gaz naturel

Question 12 :

Que pensez-vous de l'application aux autres GRD de gaz naturel de principes de rémunération et de couverture tarifaire similaires à ceux qui seraient décidés pour GRDF ?

Réponse 12 :

Sans réponse

Question 13 :

Avez-vous toute autre remarque ?

Réponse 13 :

Sans réponse.